



MON ŒIL!...

Édition du 27 février 2017

Abonnez-vous, c'est gratuit: [cliquez ici!](#)

La chronique du coordonnateur de la Coalition solidarité santé

www.cssante.com www.facebook.com/CoalitionSolidariteSante <https://twitter.com/cssante>

LA DÉMOCRATURE BARRETTE

Aux États-Unis, par les temps qui courent, il n'y a pas que des *faits alternatifs*, il y a aussi des sites et des comptes alternatifs. Radio-Canada rapportait il y a quelques semaines que des scientifiques et des fonctionnaires visés par des interdictions de communication imposés par la nouvelle administration Trump réagissaient en ouvrant des comptes parallèles où ils peuvent communiquer, s'exprimer, et donc continuer de faire circuler l'information qui pourrait démentir d'actuels ou de futurs faits alternatifs.

De même, dans les dernières semaines avant l'intronisation de Trump, des scientifiques ont transféré le contenu de leurs disques durs sur d'autres serveurs avant de perdre l'accès à leurs données. Il s'agissait surtout d'informations pouvant servir à évaluer les changements climatiques.

C'est ce qu'Agnès Gruda, dans La Presse+, appelait la *démocrature*, qui sévit de plus en plus partout sur la planète.

On pourrait en dire autant du régime de terreur imposé par le ministre Barrette dans le réseau de la Santé.

Par exemple, à la mi-novembre, le ministre a organisé un Forum sur les meilleures pratiques en CHSLD. Il avait été clairement établi qu'il n'y serait pas question des problèmes vécus : on y discuterait uniquement des bons coups qui existent, des expériences qui marchent ou ont marché.

Ainsi donc, au moment où la situation des résidents de CHSLD n'est pas des plus faciles, pour employer un euphémisme, une situation où certains doivent utiliser du sociofinancement pour avoir un deuxième bain par semaine, où la nourriture fait scandale au point où le ministre doit faire un show de boucane à Québec pour calmer l'opinion publique, où la liste d'attente pour un CHSLD ressemble de plus en plus à un rouleau de papier de toilette, où les fusions ont même occasionné la fermeture de certaines résidences, que ces mêmes fusions font en sorte que les personnes hébergées qui comptaient sur leur famille pour les représenter auprès des comités d'usagers sont maintenant si éloignées des lieux de décisions qu'elles n'arrivent plus à trouver le chemin qui mène au CA pour porter leurs doléances, etc., bref, dans ce contexte, une consultation qui aurait discuté de ce qui se passe pour trouver des solutions aurait été la bienvenue. Mais non! On préfère parler de ce qui va bien, juste de ce qui va bien!

Alors qu'un tel événement ne se produit que trop rarement, plusieurs y ont vu un contrôle des débats, une consultation biaisée.

Mais ce n'était pas tout : tous les participants à ce Forum s'engageaient par écrit à la confidentialité, à ne pas révéler quoi que ce soit de cette consultation. Pourquoi?

Les promoteurs privés n'en étaient pourtant pas exclus. Il me semble que si on ne voulait pas révéler quoi que ce soit, c'est bien à eux qui ne cessent de courir toutes les occasions d'affaires dans le domaine de la Santé! Ce ne sont pas les employés du réseau qui sont un danger. Alors, pourquoi cette confidentialité?

C'était nos impôts, nos deniers publics qui l'ont financé : on a payé, mais on ne peut rien savoir de ce qui s'est dit ou discuté.

Autre exemple : lors de l'organisation du grand débat public de l'ISS dont j'ai déjà parlé, plusieurs personnes contactées et liées au réseau de SSS partageaient l'objectif de l'événement, mais n'ont pas voulu y être associées officiellement, de peur de représailles.

Au cours de la journée, des membres de comités d'usagers sont venus dire qu'on les oblige à signer des déclarations de confidentialité et qu'ils n'ont pas le droit de parler de ce qui se passe ou se discute lors des rencontres de C.A. L'un a déclaré : « J'avais pas le choix de la signer, la déclaration. Mais je m'en fous : je suis redevable devant les usagers, pas devant les administrateurs ou le ministre. »

C'est ça, la démocratie Barrette?

Je reçois des appels et des courriels de gens qui se disent catastrophés de ce qui se passe actuellement, qui se demandent comment arrêter ça, des gens de plus en plus conscients que ce gouvernement est en train de tout débâter notre réseau public.

Lors des présentations publiques que je fais, la même question revient toujours : qu'est-ce qu'on peut faire?

À des retraité.e.s qui étaient révoltés de la situation, j'ai répondu : ne vous laissez pas faire! Vous avez connu ce que c'était avant l'assurance hospitalisation et l'assurance maladie, vous savez ce qu'on a à perdre, vous êtes les mieux placés pour le dire. Vous êtes nombreux et partout en province, vous avez un pouvoir auprès des députés.

Lors du colloque de l'ISS, le maire d'Amqui déclarait: « D'abord, il faut la santé. Après, quand t'as la santé, tu peux aller à l'école, apprendre, pis ensuite travailler, avoir une famille, mais d'abord, il faut la santé! » Dans sa région, ils ont formé le Comité Citoyen Vigie Santé Matapédien qui organise à la mi-mars un Forum citoyen sur l'avenir des soins de santé.

Ne pas se laisser faire, c'est résister comme aux États-Unis, c'est faire comme dans la Matapédia : c'est se donner les moyens de faire de la démocratie, cette démocratie que le ministre Barrette et son gouvernement tentent de nous voler.

Dans chaque région, il faut recréer les structures de participation citoyenne permettant l'exercice de la démocratie, et débattre, discuter ensemble de ce qui est bon et de ce qui ne l'est pas pour la majorité, sans jamais laisser pour compte qui que ce soit.

C'est ensemble qu'on a bâti le Québec que nous avons, qu'on s'est donné un système public de Santé, d'Éducation, de Justice. C'est ensemble qu'on a décidé de les financer par des impôts progressifs à la mesure de la capacité de payer de chacun. C'est ensemble qu'on peut prendre conscience des trous dans notre filet de protection, et c'est ensemble qu'on peut les combler.

Reprenons notre droit de parole. Ne nous laissons pas museler.

Le Québec nous appartient, le système public de Santé et de Services sociaux nous appartient.

Il n'appartient pas au ministre Barrette, ni au premier ministre Couillard, ni à quelque gouvernement que ce soit.

Il appartient à tous les Québécoises et Québécois.

Jacques Benoit.